

Section I: Identification and JP Status

Programme conjoint pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Algérie

Semester: 2-11

Country	Algérie
Thematic Window	Égalité des sexes et autonomisation des femmes
MDGF Atlas Project	
Program title	Programme conjoint pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Algérie
Report Number	
Reporting Period	2-11
Programme Duration	
Official Starting Date	
Participating UN Organizations	<ul style="list-style-type: none">* OIT* ONUSIDA* PNUD* FNUAP* UNICEF* ONUDI* UNIFEM

Implementing Partners

- * Média
- * Ministère Délégué Chargé de la Famille et de la condition féminine (MDFCF)
- * Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels (MFP)
- * Ministère de la Prospective et des Statistiques (ex CGPP)
- * Ministère de la Solidarité Nationale et de la famille (MSN)
- * Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR)
- * Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)
- * Ministère des Finances (MF)
- * Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS)
- * Ministre de l'Industrie, de la petite et moyenne entreprise, et de la promotion de l'investissement
- * Office Nationale de Statistiques
- * Réseau d'Organisations de la Société Civile

Budget Summary

Total Approved Budget

PNUD	1 312 140,00 \$
UNIFEM	738 300,00 \$
OIT	631 300,00 \$
FNUAP	492 200,00 \$
UNICEF	267 500,00 \$
ONUSIDA	160 500,00 \$
ONUDI	42 800,00 \$
Total	3 644 740,00 \$

Total Amount of Transferred To Date

PNUD	467 340,00 \$
UNIFEM	142 382,00 \$
OIT	246 100,00 \$
FNUAP	310 300,00 \$
UNICEF	0,00 \$

ONUSIDA	53 500,00 \$
ONUDI	0,00 \$
Total	1 219 622,00 \$

Total Budget Committed To Date

PNUD	166 264,00 \$
UNIFEM	68 444,00 \$
OIT	6 000,00 \$
FNUAP	71 000,00 \$
UNICEF	0,00 \$
ONUSIDA	53 500,00 \$
ONUDI	0,00 \$
Total	365 208,00 \$

Total Budget Disbursed To Date

PNUD	166 264,00 \$
UNIFEM	68 444,00 \$
OIT	6 000,00 \$
FNUAP	71 000,00 \$
UNICEF	0,00 \$
ONUSIDA	53 500,00 \$
ONUDI	0,00 \$
Total	365 208,00 \$

Donors

As you can understand, one of the Goals of the MDG-F is to generate interest and attract funding from other donors. In order to be able to report on this goal in 2010, we would require you to advise us if there has been any complementary financing provided in 2010 for each programme as per following example:

Amount in thousands of U\$

Type	Donor	Total	For 2010	For 2011	For 2012
Parallel		0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Cost Share		0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
Counterpart		0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

DEFINITIONS

1) PARALLEL FINANCING – refers to financing activities related to or complementary to the programme but whose funds are NOT channeled through Un agencies. Example: JAICA decides to finance 10 additional seminars to disseminate the objectives of the programme in additional communities.

2) COST SHARING – refers to financing that is channeled through one or more of the UN agencies executing a particular programme. Example: The Government of Italy gives UNESCO the equivalent of US \$ 200,000 to be spent on activities that expand the reach of planned activities and these funds are channeled through UNESCO.

3) COUNTERPART FUNDS - refers to funds provided by one or several government agencies (in kind or in cash) to expand the reach of the programme. These funds may or may not be channeled through a UN agency. Example: The Ministry of Water donates land to build a pilot 'village water treatment plant' The value of the contribution in kind or the amount of local currency contributed (if in cash) must be recalculated in US \$ and the resulting amount(s) is what is reported in the table above.

Beneficiaries

Beneficiary type	Targetted	Reached	Category of beneficiary	Type of service or goods delivered
Institutions nationales	63	13	National Institutions	Awareness Raising/Media/Sensitization
Institutions locales - zones urbaines	3	54	Civil Society Organisations	Awareness Raising/Media/Sensitization
Institutions locales - zones rurales	0	87	Citizens/Women	National Development Gender Equality Plans

Section II: JP Progress

1 Récit des progrès accomplis, des obstacles et des mesures d'urgence

Veillez fournir une brève évaluation globale (1000 mots) sur l'ampleur de la progression des éléments du programme conjoint par rapport aux résultats et répercussions attendus, ainsi que toute mesure prise pour la viabilité du programme conjoint durant la période de référence. Donnez des exemples si nécessaire. Essayez de décrire les faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles.

Plases describe three main achievements that the joint programme has had in this reporting period (max 100 words)

Trois principales réalisations durant la période:

- i) Les recommandations du 2ème Atelier de l'Action A22 ont été soumises aux autorités locales, comme préalable au lancement de l'activité, une réunion est prévue pour fin Janvier avec le Wali de Djelfa.
- ii) Dans la 1ère Phase 16 femmes ayant reçu une formation professionnelle ont bénéficié d'un microcrédit. La 2ème Phase a été lancée en Octobre, 53 femmes sont inscrites en formation.
- iii) Une deuxième session de formation sur l'analyse et le plaidoyer sur le genre pour des membres de 28 associations de l'ouest du pays ont vu leurs capacités renforcées en matière de analyse et plaidoyer sur le genre ce qui fait un total de 54 associations touchées depuis le démarrage du programme.

Progrès au niveau des effets

Progrès au niveau des résultats:

L'implication de plus en plus importante des partenaires nationaux a déjà donné comme résultat :

- L'inscription au programme de travail de l'Office National de Statistiques (ONS) pour 2011-2012 de l'Enquête Nationale Emploi du Temps (ENET).
- des partenaires nationaux qui commencent à être informés sur l'importance stratégique de la Budgétisation sensible au Genre (BSG) – une première en Algérie; Décision de déroulement cas concret/pilote BSG dans un secteur (MADR), suite à l'étude réalisée, pour assurer une viabilité à la sensibilisation à la BSG.

Progrès au niveau des résultats

Progression au niveau des produits durant la période:

- _ Lancement de l'action A28 pour la réalisation d'un répertoire de personnes ressources en genre
- Lancement de l'action A12 par le BIT
- Lancement de la 2ème phase de l'action A23 à Tamanrasset
- Poursuite de l'Audit Genre dans 3 institutions nationales
- Réalisation d'une 2ème session de formation en genre et plaidoyer à Tlemcen.

Prendre des mesures pour le Durabilité de programme conjoint

Mesures prises pour la durabilité du programme conjoint:

Les principales garanties qui assurent une pérennité et la durabilité du Programme sont constituées par la pleine participation et l'appropriation par les partenaires appuyées par les autorités.

La recherche d'autres donneurs a été évoquée au niveau du Comité National de Pilotage à travers la proposition d'un événementiel à organiser autour des résultats du PC auxquels seraient invités les ambassadeurs, les entreprises nationales et étrangères,...

Faites-vous face à des difficultés dans la mise en œuvre

Coordination des agences des NU

Coordination avec le gouvernement

Difficulté administrative (achats, etc.), financière (gestion des fonds, disponibilité,

Gestion : 1. Gestion de l'activité et de la réalisation 2. Gouvernance 3. Prise de v

Conception du Programme conjoint

révision du budget, etc.)

décision 4. Responsabilisation

quelles sont les causes des difficultés rencontrées?

Difficulté externe au Programme conjoint (risques et hypothèses, élections, désastre

naturel, troubles sociaux, etc.)

Autre difficulté. Veuillez préciser

- Ressources humaines insuffisantes de certaines agences

- Faiblesse du niveau de décision de certains points focaux

- Lenteurs dans les procédures des agences et des institutions

- Manque d'autonomie de certaines institutions

Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés réelles rencontrées par le Programme conjoint. Décrivez ces difficultés par rapport au plan du Document du Programme conjoint. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles

•Capacité : L'exécution des activités repose sur les agences du SNU dont la capacité est toujours réduite à ce jour en termes, notamment d'effectifs (un seul chargé de programme affecté par chaque agence qui partage son temps avec plusieurs programmes).

•Pouvoir décisionnel : Le pouvoir décisionnel de la plupart des points focaux reste limité ce qui retarde souvent la prise de décisions.

•Bureaucratisation des relations entre partenaires (agences et institutions nationales) : Il y a un besoin systématique d'une lettre de la DNP adressée au secrétaire général ou chef de cabinet du secteur, y compris pour des rencontres techniques ou le suivi technique de l'action.

•Blocage pour le démarrage des activités des agences dont les actions sont prévues pour la 2ème année (2011) et n'ayant pas encore reçu de fonds – Compte tenu des mécanismes de fonds du F-OMD, ces agences doivent attendre que les 70% transférés pour l'année soient engagés ou dépensés. Compte tenu des retards cités, ces agences n'ont pas encore démarré leurs actions. Une demande de transfert inter-agences a été adressée au MDGF pour solutionner le problème.

•Transfert de fonds aux institutions nationales : –c'est le cas de l'EBT, une solution a cependant été trouvée avec l'Institut Supérieur de Gestion et Planification qui a accepté d'abriter les fonds pour le compte de l'ONS.

•Synergies entre les activités : L'approche adoptée avec la constitution de focus groupes agence qui visaient un lancement rapide des activités a, cependant, engendré des difficultés dans la vue d'ensemble et l'exploitation des synergies entre les actions.

•Autres faiblesses identifiées par Mme Ferrer en termes de rôles et responsabilités, suivi et évaluation, communication, etc.)

Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les difficultés externes au Programme conjoint (Non causées par le Programme conjoint) qui ralentissent la mise en œuvre. Essayez de décrire des faits en évitant les interprétations ou les opinions personnelles

-Transfert de fonds vers les partenaires institutionnels – Le statut de quelques institutions nationales ne permet pas de recevoir des fonds pour mettre en œuvre des actions, c'est le cas de l'ENET. Une solution a cependant été trouvée (au bout de 6 mois) avec l'Institut Supérieur de Gestion et Planification qui a accepté d'abriter les fonds pour le compte de l'ONS

Veuillez décrire brièvement (en 250 mots) les mesures projetées pour éliminer ou atténuer les difficultés décrites ci-dessus (b+C). Essayez le plus possible d'être

précis dans vos réponses

Renforcement de l'équipe de programme : Un Assistant de Programme a été recruté début Janvier. Le recrutement d'un Expert Genre est en cours (appel à candidature lancé). Les réunions périodiques du CGP ainsi que l'appui externe (Secrétariat F-OMD, experts genre régionaux des agences) contribuent à renforcer les capacités des chargés du Programme Commun, ces derniers doivent continuer à être soutenus de manière régulière et leur temps de disponibilité pour le PC doit être augmenté afin d'accélérer la mise en œuvre. Quelques agences ont renforcé la mise à disposition d'effectifs ajoutant au Chargé de Programme des Associés au Programme (PNUD et UNFPA), Associée à la Communication (PNUD)

La signature de memoranda entre les Ministères partenaires et le MDCFCF, en cours permettra d'améliorer les relations entre les différents partenaires et de les impliquer plus grâce à la formalisation de ces relations.

Le CNP, dans ses réunions du 28 février 2011, du 16 Novembre et du 20 Décembre 2011 a validé les transferts entre les agences qui souffrent de retard dans la mise en œuvre ou la consommation de leur budget.

Concernant le transfert de fonds aux institutions nationales (ONS), un protocole est en cours de signature entre ONU Femme, MDCFCF, ONS et ISGP, pour la mise en œuvre de l'EBT.

La Revue Annuelle tenue les 14-15 Décembre 2011 a mis à contribution tous les points focaux institutionnels, les agences et des représentants OSC pour examiner l'état d'avancement du PC, identifier les contraintes et suggérer des recommandations permettant d'améliorer l'efficacité de l'exécution.

2 Coordination Inter-Agence et Unité dans l'Action

Le Programme conjoint dans son ensemble reste-t-il dans la ligne du PNUAD? Veuillez cocher la bonne réponse

Oui true
No false

Si non, comment le Programme conjoint s'intègre-t-il aux stratégies de développement propres au pays?

Oui true
Non false

Quels types de mécanismes de coordination et de décisions ont été mis en place pour assurer un processus et une(des) réalisation(s) conjoint(es)? Les différents programmes conjoints du pays assurent-ils une coordination entre eux? Veuillez répondre aux questions ci-dessus mentionnées et y ajouter tous autres commentaires pertinents (en 250 mots):

Des réunions de suivi mensuelles regroupant la totalité des points focaux ministériels et des agences du SNU participantes, constitués en Comité de Gestion du Programme depuis février 2011 présidé par la DNP, le secrétariat est assuré par le Coordonnateur.

Ces réunions, vont se tenir dorénavant avec une périodicité bimestrielle ou trimestrielle telle que prévu dans le document de programme mais avec un suivi mensuel des activités par l'équipe de programme.

Des focus-groupes agences ont été créés pour le suivi et la mise en œuvre des activités.

Le Coordonnateur du Programme a toujours participé aux réunions des focus groupes pour garantir une cohérence aux actions planifiées, ce sera le cas pour les réunions des groupes thématiques à mettre en place

Il faut également souligner que le Bureau du Coordonnateur résident a également été renforcée avec le recrutement d'un analyste et d'un assistant à la coordination.

Veillez indiquer les valeurs de chaque catégorie du tableau d'indicateurs ci-dessous

Indicateurs	Référence	Valeur actuelle	Sources de vérification	Méthodes de collecte
Nombre d'activités de gestion (financière, achats, etc.) menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	A22 et A22bis	2	Rapports des ateliers Matériel de communication disponible (porte-documents, banniers).	Agences, équipe de programme et Bureau de la Coordination des Nations Unies
Nombre d'analyses conjointes (études, diagnostic) menées dans le cadre du PC du F-ODM	A22 et A22bis	2	Rapports des experts	Equipe du programme et Bureau de la Coordination des Nations Unies PNUD-UNICEF
Nombre de missions et d'analyses menées conjointement par les agences de mise en œuvre pour les PC du F-ODM	A22 et A22bis	2	Rapports des ateliers	Equipe du programme et Bureau de la Coordination des Nations Unies, PNUD et UNICEF.

•Le gros des actions conjointes a eu lieu dans le cadre de la préparation des activités A22 et A22 bis visant l'aide à la création d'un centre d'information et d'accompagnement pour des femmes illettrées et vulnérables à Djelfa et qui concernent le PNUD et l'UNICEF. Ces actions ont eu pour objectif d'organiser en liaison avec le MDCFCF, deux ateliers de préparation et consultation techniques à Alger et à Djelfa ainsi que de suivre le travail des experts recrutés sur le terrain pour faire des études et des enquêtes visant à déterminer les besoins requis par l'activité.

•Des actions conjointes de formation sont en discussion entre UNFPA et le PNUD sur le terrain des activités pilotes (Djelfa et Tamanrasset).

3 Efficacité du développement: Déclaration de Paris et Programme d'Action d'Accra

Les partenaires du gouvernement et autres partenaires de la mise en œuvre nationale sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

Pas engagés false
 Quelque peu engagés false
 Assez engagés false
 Pleinement engagés true

Dans quel genre de décisions et d'activités les partenaires du gouvernement sont-ils engagés?

Politique/prise de décisions
 Gestion: budget

Qui dirige et/ou préside le CGP et combien de fois s'est-il réuni ?

Le Ministère Délégué Chargé de la Famille et de la Condition Féminine est l'inqs préside le CGP

Nombre de réunions

12

La Société Civile et/ou le Secteur privé sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

Pas engagés false

Quelque peu engagés false

Assez engagés true

Pleinement engagés false

In what kind of decisions and activities is the civil society involved?

Politique/prise de décisions

Gestion: Fourniture de services

Gestion: Autres, spécifiez

- Formation et accompagnement de femmes vulnérables

Bénéficiaires: femmes infectées et affectées par le VIH

- Formation de membres de la société civile

Bénéficiaires : membre d'associations

Les citoyens sont-ils engagés dans la mise en œuvre des activités et la production des résultats?

Pas engagés false

Quelque peu engagés true

Assez engagés false

Pleinement engagés false

Dans quel genre de décisions et d'activités les citoyens sont-ils engagés?

Politique/prise de décisions

Gestion: Autres, spécifiez

Où est logée l'Unité de gestion du Programme?

Gouvernement National

L'équipe de programme est logée au niveau du Ministère Délégué Chargé de la Famille et de Condition Féminine.

Sur la base de vos réponses précédentes, décrivez brièvement la situation actuelle du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des citoyens en termes d'appropriation, de conformité et de responsabilité mutuelle des programmes conjoints et donnez des exemples

L'appropriation de la part du Gouvernement du Programme Commun est très significative. Les réunions mensuelles de suivi-évaluation contribuent beaucoup grâce à la présence et à la participation de tous les partenaires nationaux.

Ces réunions sont présidées par le Ministère Chef de File, le MDCFCF. Le Ministère des Affaires Etrangères et la Coopération Espagnole participent également à ces réunions. Pour assurer l'appropriation de la part de tous les ministères, les réunions ont lieu chaque mois au sein d'une institution différente.

A partir de 2012 les réunions du CGP auront lieu trimestriellement avec un suivi mensuel de la mise en œuvre et de la consommation budgétaire.

En outre, au niveau technique, les activités sont discutées dans le cadre des groupes thématiques par effets qui seront créés pour se substituer aux focus-groupes par agence. L'implication de la Société Civile et du Secteur Privé, est prévue pour 2012, excepté l'activité A23 prise en charge par ONUSIDA qui a impliqué l'association El-Hayet. Les associations de femmes ont cependant été sollicitées durant les ateliers préparatoires des actions prévues à Djelfa et pour la session de formation organisée à Alger sur le genre et plaidoyer.

4 Communication et Plaidoyer

Le PC a-t-il articulé une stratégie de communication et de plaidoyer qui aide à l'avancement de ses objectifs et du développement de ses résultats?

Oui true

No false

Si pertinent, veuillez brièvement expliquer dans une pièce jointe les objectifs, éléments clés et public cible de cette stratégie (max. 250 mots)

Une stratégie de communication et de plaidoyer sera élaborée dans le cadre du Plan 2012 en liaison et en complémentarité avec certaines actions inscrites dans le programme, notamment l'activité A27, elle visera à faciliter l'assistance technique pour l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer, d'information et de sensibilisation sur les valeurs d'égalité et d'équité mais aussi dans le cadre d'un plan de communication dont les grandes lignes ont été développées en marge de la Revue annuelle tenue le 14 et 15 Décembre.

Des actions visant à améliorer la communication interne du programme seront entreprises aussi dans le cadre du Plan 2012 notamment avec le développement et l'utilisation de l'espace du programme commun sur Teamworks et la promotion de son utilisation, Ces actions viseront ainsi les points focaux du programme et aux partenaires, afin de répondre à la demande croissante d'avoir accès aux rapports, présentations et matériels de communication réalisés dans le cadre des actions du Programme.

Quels apports concrets les efforts de plaidoyer et de communication mentionnés dans le PC et/ou les stratégies nationales contribuent à leurs réalisations

Augmenter la sensibilisation entre les citoyens et les gouvernements en rapport aux questions liées aux ODM

Augmenter le dialogue entre citoyens, la société civile, le gouvernement national local en rapport aux pratiques et politiques de développement

Politique nouvelle/adoptée et législation promouvant l'avancement des ODM et autres objectifs connexes

Établissement et/ou lien avec les réseaux sociaux promouvant l'avancement des ODM et autres objectifs connexes

Promotion via les médias et plaidoyer

Autres (utilisez la case ci-dessous)

Améliorer la communication interne et faciliter l'accès à la documentation produite dans le cadre du programme. En Juillet Teamworks a été mis en place, sa promotion est en cours, l'Assistant au Programme récemment recruté, se chargera de sa promotion à l'ensemble des partenaires.

Quel est le nombre et type de partenariats ayant été établis entre les différents secteurs de la société afin de promouvoir la réalisation des ODM et autres objectifs connexes?

Organisations religieuses
Réseaux sociaux/coalitions
Groupes locaux de citoyens
Secteur Privé
Institutions académiques
Groupes de média/journalistes
Autres Organisation non gouvernementale

Quelles activités de promotion le programme met-il en œuvre pour s'assurer que la population locale ait accès adéquat aux informations sur le programme et sur les opportunités découlant d'une participation active à sa réalisation?

*- Mise en œuvre de l'action A23 dans une localité pilote, avec l'appui d'une association, et des autorités locales de Tamanrasset.
Organisation de 2 ateliers de concertation et de préparation pour les activités - Lancement des actions A22 et A22 bis sur le terrain à Djelfa, dans lesquelles des autorités nationales et locales ainsi que des représentants de la société civile et les citoyens ont été impliqués.
La mise œuvre de cette activité devrait démarrer avec la présentation aux autorités locales du plan de mise en œuvre en janvier.*

Section III: Millenium Development Goals

Millenium Development Goals

Additional Narrative Comments

Please provide any relevant information and contributions of the programme to de MDGs, whether at national or local level

Au niveau National, au travers du programme conjoint, il est question de soutenir les efforts déjà entrepris pour appuyer le Ministère de la Prospective et des Statistiques dans la création d'une Base de Données sur les OMD utilisant DevInfo. L'intervention du programme conjoint aidera à renforcer le volet lié à l'OMD3 de cette base de données. On constate un retard dans la mise en œuvre de certaines actions (un certain nombre n'a pas encore connu un début d'exécution), malgré cela il faut cependant signaler qu'une dynamique très positive garantissant la participation, la concertation et la transparence a été mise en place pour permettre la réussite des activités planifiées et leur pérennité. Ceci est aussi le cas de la coopération espagnole dont la participation dans le programme est pleinement assurée avec sa présence régulière dans les réunions mensuelles de suivi, ainsi qu'avec d'autres bailleurs de fonds comme ma Coopération Technique Belge avec laquelle des synergies sont en train d'être développées et renforcées.

Please provide other comments you would like to communicate to the MDG-F Secretariat

Section IV: General Thematic Indicators

1 Prise en compte systématique de l'égalité des sexes dans l'élaboration des politiques et amélioration des systèmes judiciaires afin de reconnaître et de garantir les droits des femmes

1.1 Nombre de lois, de politiques ou de plans appuyés par le programme conjoint traitant de manière explicite du problème de la discrimination entre les sexes et encourageant l'égalité des sexes et/ou l'autonomisation des femmes

Politiques

Nbre à l'échelon national

Nbre à l'échelon local

Lois

Nbre à l'échelon national

Nbre à l'échelon local

Plans

Nbre à l'échelon national

Nbre à l'échelon local

1.2 Ces éléments sont-ils en conformité avec les engagements internationaux adoptés par le pays (notamment la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)) ? Veuillez spécifier :

Veuillez fournir brièvement des informations contextuelles sur la loi, la politique ou le plan et sur le pays / la municipalité dans lequel ou laquelle l'élément concerné sera mis en œuvre (ligne de base, étape d'élaboration et approbation, impact potentiel de la politique) :

1.3 Secteur sur lequel la/les loi(s), la/les politique(s) ou le/les plan(s) est/sont focalisé(e)s

Réforme de la justice

Santé
Droit du travail
Plan de développement national / Plan national pour l'égalité des sexes
Violence sexiste
Autres (veuillez spécifier)

*Droits politiques des femmes:
la loi prévoit entre 20 et 30 % des sièges des assemblées soient réservées aux femmes.*

Remarques

1.4 Budget de l'État alloué aux politiques et aux interventions liées à l'égalité des sexes avant la mise en œuvre du Programme conjoint

Budget national

Total

Budget local

Total

1.5 Variation (%) du budget de l'État alloué aux politiques ou programmes liés à l'égalité des sexes depuis le début du programme conjoint jusqu'à présent

Budget national

% Global

% Mis en place à la faveur du Programme conjoint

Budget local

% Global

% Mis en place à la faveur du Programme conjoint

1.6 Nombre de citoyens et/d'institutions directement touché(e)s par la loi, la politique ou le plan

Citoyens
Institutions publiques nationales
Institutions publiques locales
Institutions privées

1.7 Nombre d'institutions, de fonctionnaires et de citoyens formés, grâce à l'appui du Programme conjoint, pour prendre des décisions éclairées sur les questions liées à l'égalité des sexes

Institutions publiques

Nbre total 148

Institutions du secteur privé

Nbre total

Fonctionnaires

Nbre total 7

Nbre Femmes 7

Nbre Hommes 0

Citoyens

Nbre total 141

Nbre Femmes 135

Nbre Hommes 6

2 Participation renforcée des femmes dans la vie économique et la prise de décision au sein de leur communauté et/ou de leur pays

Budget

National budget

Total Local budget

Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who gained access and/or improved their economic rights

No. women 87

No. urban

% Ethnic group

Specify

Number of women empowered and/or trained with the support of the joint programme who improved their income

Type of improvements generated by the Joint Programme on the beneficiaries' wellbeing through the improvement of economic rights/income generation

Reduce vulnerability

Education

L'action A23 menée à Tamanrasset a permis de former professionnellement 87 femmes infectées ou affectées par le VIH (34 durant la première phase, 53 durant la deuxième Phase en cours actuellement, 16 femmes ont bénéficié d'un microcrédit sans intérêt de la part de l'agence nationale de microcrédit pour une activité génératrice de revenu.

2.1 Nombre de femmes habilitées et/ou formées, grâce à l'appui du Programme conjoint, ayant réussi à accéder et/ou à renforcer leur accès à leurs droits économiques

Nbre Femmes 87

Nbre en zone urbaine

% Groupe ethnique

Nbre en zone rurale

2.2 Nombre de femmes habilitées et/ou formées grâce à l'appui du programme conjoint ayant réussi à améliorer leurs niveaux de revenu

Nbre Femmes 16

Nbre en zone urbaine

% Groupe ethnique

Nbre en zone rurale

2.3 Sur la base des données disponibles, indiquez le type d'amélioration induit sur le bien-être des bénéficiaires à la faveur du renforcement des droits économiques et de l'augmentation des niveaux de revenus générés (résultats obtenus grâce à l'appui du Programme conjoints)

Exposition réduite à la violence sexiste
Éducation

Remarques

L'action menée à Tamanrasset a produit des effets, elle a permis aux femmes vulnérables de sortir de leur isolement à travers la formation organisée, puis grâce au microcrédit sans intérêt, elles ont pu acquérir un outil qui peut leur permettre d'améliorer leur situation économique.

Il est prévu également d'accompagner des femmes illettrées à Djelfa dans une opération d'alphabétisation et de formation professionnelle puis de création d'activité génératrice de revenu.

A noter que les formations sont totalement gratuites prises en charge par l'Etat dans des centres de formation professionnelle.

En outre les femmes infectées par le VIH sont prises en charge gratuitement sur le plan médical par l'hôpital public de Tamanrasset, c'est également au niveau de l'hôpital qu'elles sont contactées et prises en charge pour l'inscription anonyme au centre de formation.

2.4 Nombre de femmes ayant eu accès à la prise de décision publique grâce à l'appui du programme conjoint

Nbre Femmes
Nbre en zone urbaine
% Groupe ethnique
Nbre national
% Échelon local

3 Diminution des niveaux de violence à l'encontre des femmes et des filles et amélioration de l'assistance fournie aux victimes de violences sexistes

3.1 Nombre de femmes / filles ayant accès aux services de prévention et de protection (par ex., abri, soins médicaux, soutien juridique, etc.), aux mesures de lutte contre la discrimination et/ou aux soins de santé reproductive grâce à l'appui du programme conjoint

Nbre total
Nbre Femmes

Nbre filles
Nbre en zone urbaine
Zone rurale / groupe autochtone

3.2 Nombre de femmes / filles ayant eu recours aux services de prévention et de protection (par ex., abri, soins médicaux, soutien juridique, etc.), aux mesures de lutte contre la discrimination et/ou aux soins de santé reproductive grâce à l'appui du programme conjoint

Nbre total
Nbre Femmes
Nbre filles
Nbre en zone urbaine
Zone rurale / groupe autochtone

3.3 Variation (%) du nombre d'incidents de violence sexiste signalés à la police depuis le début du Programme conjoint jusqu'à présent

4 Renforcement des actions de sensibilisation et de plaidoyer portant sur les questions relatives à l'égalité des sexes

4.1 Nombre et type de partenaires ciblés à travers les efforts de sensibilisation et de plaidoyer portant sur les questions liées à l'égalité des sexes

Fonctionnaires
Institutions privées
Organisations communautaires
Chefs religieux
Autre : Veuillez spécifier



Nbre à l'échelon national
Nbre à l'échelon local

4.2 Indiquez le type de support ou d'actions de sensibilisation utilisés

Journaux et supports écrits
Radio
Télévision
Activités communautaires
Initiatives de personne à personne

b. Cadre de suivi du Programme conjoint

EFFET 1 : Processus de prise de décision équitable en matière de stratégies et programmes de développement est renforcé à travers l'amélioration de la qualité de l'information sur le genre et le renforcement des capacités des institutions nationales pour la prise en compte du genre dans les domaines social et économique.

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour au 31-12-2011	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
P1 Connaissances, savoirs et données sur le genre produits et diffusés	Nb d'indicateurs sexo-spécifiques produits et diffusés	Chaque institution produit des données sexo-spécifiques brutes sans analyse et sans mise en cohérence avec les autres institutions	L'ensemble des indicateurs sexo-spécifiques des OMD & RNDH disponibles et intégrés dans la Banque de Données	Travail de préparation méthodologique et technique de l'Enquête Nationale Emploi du Temps (ENET) réalisé. Le démarrage de l'enquête terrain prévu pour Janvier 2012. Il en est de même pour les 2 autres activités prévues pour P1.	Annuaire statistiques des institutions choisies Rapports et études réalisés et diffusés	Annuel pour les annuaires	PNUD ONUFEMMES (pour l'ENET)	Retard dans la diffusion Changement de concepts et ou indicateurs
	Nb d'études et d'analyses sur le genre effectués Enquête NET	En matière d'activité, seules les données du moment sur la base des	2 audits genre réalisées Les taux d'activité et de chômage des	L'audit genre de différents secteurs socio-économiques est toujours en cours (UNFPA)	Audit Genre	Après chaque enquête	ONU Femmes	Enquête ponctuelle ENET : Retard dû à la recherche de l'institution

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour au 31-12-2011	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
	et Audit genre réalisées, analysées et diffusées	déclarations des individus sont disponibles	femmes sont mieux appréhendés et éclairés par de nouvelles données	<p>- L'Office National de Statistiques s'est engagé à inscrire l'EBT dans son calendrier de travail (2011-2012).</p> <p>- Document méthodologique/Pro doc et feuille de route pour la réalisation de l'ENET élaborés avec appui de l'experte genre ONUFEMMES.)</p> <p>- Ateliers méthodologiques avec ONS et secteurs réalisés ;</p> <p>- Élaboration du Protocole ENET finalisé et proposé à signature entre ONS-MDCFCF - ISGP et ONUFEMMES pour mise en place de l'appui financier et technique de l'enquête terrain et dissémination</p>	<p>ENET réalisée pour la 1ère fois en Algérie/Rapport final analytique réalisé et diffusé.</p> <p>Dissémination résultats ENET auprès des secteurs utilisateurs</p>			<p>devant accueillir le budget.</p> <p>Retard dans signature du Protocole</p> <p>Risque de non réception de la troisième tranche des fonds de l'ENET (70 000\$) prévus dans Programme à l'année 3 / si non</p>

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour au 31-12-2011	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
				résultats de l'ENET. Le démarrage de l'EBT est prévu pour Janvier 2012 dès signature du Protocole				réception de ces fonds en année 2 , ENET Terrain compromise, car nécessité de couvrir 80% du coût enquête Terrain et exploitation données en Année 2 , 2012 (côté estimé par ONS à 372 519 \$ > au fonds prévu par Programme pour A2
P2 Capacités des institutions nationales productrices de statistiques renforcées en matière de production de	Nb de personnes formées Nb d'institutions équipées	Les traitements de données ne sont pas standardisés ni harmonisés. Les institutions produisent des	Les principales institutions nationales produisent des indicateurs sexospécifiques, en font l'analyse et les	L'expertise pour diagnostiquer l'existant en cours de sélection. La formation des gestionnaires de la BD démarrera en janvier.	Rapports écrits	Actualisation en continu d'une base de données intégrant la dimension genre	PNUD	Retard dans la diffusion Changement de concepts ou d'indicateurs

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour au 31-12-2011	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
données sexo-spécifiques, ainsi que d'établissement d'indicateurs pertinents et d'analyse		données brutes.	diffusent	Expertise en cours de sélection.				Systèmes d'information non opérationnels
P3 Approche genre intégrée dans les politiques et stratégies sectorielles ainsi que dans les mécanismes d'évaluation	Nb de secteurs ayant réalisé des stratégies intégrant la dimension genre	Inexistence de l'approche genre dans les stratégies sectorielles	Les principaux secteurs ont intégré la dimension genre dans leurs stratégies	<p>L'étude de faisabilité de la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) a été finalisée, avec comme cas concret /pilote le MADR.</p> <p>La restitution a été faite aux points focaux du PC concernés (MF, MDCFC, MADR). Atelier de restitution générale à organiser au sein du MADR</p> <p>Une extension de de l'action A7 à une application terrain au niveau local a été proposée.</p>	Rapports sectoriels sur leurs politiques et stratégies	Règles et normes approuvées, projet de textes réglementaires	ONU Femmes	<p>La mise en place d'une BSG est un processus de longue haleine / Risque d'une coopération non constante des principaux partenaires institutionnels dans ce domaine.</p> <p>Action A7bis Non réalisable si non</p>

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour au 31-12-2011	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
				<p>Une nouvelle expertise pour l'étude impact genre du processus de libéralisation économique est en cours de sélection avec un réaménagement des TDR (MPS, ONUFEMMES) après un démarrage non concluant de l'expertise nationale engagée.</p> <p>7 représentantes des institutions partenaires ont participé dans l'Académie Genre organisée par le Centre International de Formation de l'OIT à Turin en novembre 2011</p>				<p>possibilité de transfert des fonds dédiés à l'Action A9 qui devrait être annulée car non pertinente selon partenaire national (MTESS) qui affirme avoir déjà développé des indicateurs de performance .</p> <p>Sous-évaluation de l'Action A4 pour atteindre résultat</p>

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour au 31-12-2011	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
P4 Approche genre intégrée dans la planification locale, au niveau de municipalités pilotes	Nb de collectivités locales ayant intégré la dimension genre	Aucune commune n'a intégré l'approche genre dans sa planification locale	Au moins 2 collectivités locales ont intégré la dimension genre.	Accord avec UNFPA pour réaliser cette action conjointement avec la formation des associations locales au niveau des Wilaya de Djelfa et de Tamanrasset. Action non encore engagée, prévue pour Février.	Mesures et règlements approuvés	Visites de suivi et d'évaluation dans les zones concernées	PNUD	Moyens incompatibles avec les politiques initiées
P5 Les organisations de la société civile ont développé leurs connaissances sur le genre pour promouvoir l'autonomisation des femmes au niveau des institutions	Nb d'OSC ayant suivi des formations sur l'analyse genre Évaluations positives par participants	Les OSC disposent d'une connaissance sur le genre Formations discontinues et partielles.	Les principales ONG d'envergure nationale et activant dans le domaine du genre ont été formées	Deux sessions de formation ont été réalisées par UNFPA : La première en Mai à Alger pour une vingtaine d'associations (26 personnes), La seconde en Octobre à Tlemcen, pour 28 associations D'autres sessions sont programmées pour la fin deuxième semestre 2011, dont 2 conjointement	Ateliers et rencontres organisés Rapports et Évaluations des formations	Liste des personnes ayant reçu une formation	UNFPA	Les personnes clefs formées changent de secteurs d'activité

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour au 31-12-2011	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
				avec le PNUD à Djelfa et Tamanrasset auxquelles seront associées les collectivités locales.				

EFFET 2 : l'employabilité des femmes en particulier celles du milieu rural et vulnérables est amélioré et leur accès au travail décent est renforcé

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
P6. La connaissance des facteurs déterminants qui limitent ou entravent l'insertion professionnelle des femmes et leur accès au travail décent est améliorée (BIT)	Nb d'études réalisées Taux d'activité par niveau d'instruction Taux de chômage par niveau d'instruction et par qualification Proportion d'assurées sociales parmi les occupées Durée de travail Revenus moyens par qualification et durée de l'expérience professionnelle	Aucune étude en 2007 sur les contraintes à l'emploi féminin (Source ONS)	2 études réalisées Taux de chômage des sortantes de la FP et des universitaires est réduit d'au moins 25% Données sexo spécifiques disponibles au Mise à niveau de 3 Observatoires	la réalisation de l'étude a été lancée début Novembre 2011. Une mission de cadrage de l'étude a été effectuée par le consultant international du 12-16 novembre 2011- La note méthodologique a été développée Préparation en cours de la prochaine mission des consultants prévue en janvier 2012.	04 Rapports publiés sur le site du réseau Résultat enquête annuelle de l'emploi - ONS Résultat Recensement de la population. - ONS	Consultation des rapports annuels Consultation des bulletins statistiques de l'ONS – trimestriels	BIT	Obsolescence des données en fin de programme
P7. L'offre de formation des femmes est mieux adaptée aux	Nombre de programmes adaptés au	Taux de chômage des 16-24	Quatre programmes correspondants	Les TDR en cours de discussion. Recherche	Rapports annuels du MFP	Consultation rapport annuel du	BIT	Décalage avec les réformes en cours dans

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
besoins du marché du travail	marché du travail Taux de chômage des sortantes de la Formation Professionnelle par spécialité Durée du chômage par spécialité	ans des diplômées de la FP : 43,2% Taux de chômage des 25-54 ans des diplômées de la FP 20,7% ONS 2006	aux profils (les plus demandés sur le Marché du Travail) sont validés et opérationnels Les taux et les durées de chômage sont réduits de 25%	/identification de l'appui technique pour une mission auprès du Ministère de la FEP pour approfondir les discussions et identifier un plan d'action opérationnel	Annuaire Statistique du MFEP (Ministère de la Formation Professionnelle) Résultat de l'enquête annuelle de l'emploi, ONS	MFEP Consultation annuelle statistique du MFEP Consultation Bulletin statistique trimestriel de l'ONS		le secteur
P8. L'accès des femmes aux mécanismes et dispositifs existants de création d'emplois et d'accès à l'entrepreneuriat et au crédit est amélioré	Proportion de femmes bénéficiaires dans chaque dispositif Proportion de femmes entrepreneurs Proportion de femmes ayant bénéficié d'un crédit Création d'un incubateur	Aucune statistique consolidée de l'ensemble des PAMT Inexistence d'incubateur intégrant l'entrepreneuriat féminin dans les	Atteindre la parité pour l'ensemble des dispositifs existants Création d'un incubateur En zone urbaine	Préparation en cours de deux activités contribuant à la réalisation de ce résultat : A16- Mobilisation des unités techniques du BIT pour une mission auprès de l'ANEM en janvier/février 2012 - A18. Draft	Rapport statistique annuel de l'ensemble des agences impliquées dans les PAMT Incubateur fonctionnel	Consultation rapport annuel du Ministère du travail Visite et suivi trimestriel des activités de l'incubateur	BIT	Pérennité de l'incubateur

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
			VIH-SIDA	visite de supervision. Au mois de décembre 2011, 16 parmi les 34 ont bénéficié d'un microcrédit sans intérêt de l'ANGEM, et ont pu créer leurs activités génératrices de revenu. La 2ème phase a été lancée en octobre 2011 et se poursuivra jusqu'à mars 2012 pour 53 femmes et jeunes filles qui sont inscrites au centre de formation «CFPA»				

EFFET 3. L'image de la femme active est promue et les valeurs d'équité et d'égalité sont renforcées à travers une diffusion de l'information sensible au genre

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
P10 Média sensibilisés aux droits des femmes et à la problématique genre	Nombre de média et journalistes formés sur le genre et la réalité socio-économique des femmes	Emissions à la radio, la télévision et certains journaux donnent une image stéréotypée de la femme algérienne	- 50 journalistes (25 hommes et 25 Femmes) formés et /ou sensibilisés sur le genre sur les droits des femmes et la problématique genre	Identification de l'expertise en cours.	Rapports produits Rapport de formation (participants et contenus)	Consultation de documents Entretiens Après chaque formation	PNUD	Pas de motivation des individus à recevoir les actions de sensibilisation
P11 Stratégie de sensibilisation pour promouvoir les valeurs d'équité et d'égalité mise en œuvre à travers les médias	Document de stratégie disponible Stratégie mise en œuvre Mesure de la diffusion des valeurs d'équité et d'égalité dans la société	Actions conjoncturelles et non organisées sur cette thématique	Un répertoire / cartographie des personnes ressources travaillant sur le genre est produit	Recrutement de l'expertise pour la réalisation du répertoire et de la cartographie, réalisés. L'action a démarré fin Septembre et est en cours de réalisation.	Nb de canaux utilisés, et contenu des supports diffusés Sondage d'opinion développé par l'activité 35	Consultation de documents Entretiens Résultats des sondages d'opinion (baromètre) réguliers (trimestriel)	PNUD	Pas de consensus sur le contenu par les intervenants: institutions et société civile

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
			Un document de stratégie de plaidoyer élaboré et mis en œuvre	TDR validés, Recherche de l'expertise en cours.			UNFPA	
P12 Les organisations de la société civile pour la promotion des femmes ont : -amélioré leurs connaissances des droits socio-économiques des femmes - sont mises en réseau, et donc plus efficaces dans la conduite de leur programme	Nombre d'organisations de la société civile et des partenaires sociaux ayant amélioré leurs connaissances des droits sociaux - économiques	Les partenaires de la société civile sont mis en réseau et utilisent des supports relatifs aux conditions socio-économiques des femmes pour la conduite de leur mission	30 membres des organisations de la société civile pour la promotion des femmes - sont formés sur les droits sociaux économiques des femmes Un réseau d'organisations de la société	L'UNFPA a finalisé les TDR de l'action A31 relative au forum de dialogue entre les médias, les institutions et la société civile. Recherche de l'expertise engagée.	Plan et contenu de formation disponibles Rapports produits Listes des OSC et des bénéficiaires disponibles Liste des OSC mises en réseau disponible Les thèmes relatifs aux	Consultation de documents et entretiens Focus groupes Analyse comparée des supports relatifs aux conditions socio-économiques des femmes pour la conduite de leur mission utilisés avant et pendant la mise en œuvre du	UNFPA PNUD	Capacités limitées des organisations de la société civile en termes de ressources humaines

Résultats attendus (résultats et répercussions)	Indicateurs	Niveau de référence	Objectif global du PC	Réalisation de l'objectif à ce jour	Moyens de vérification	Méthodes de collecte (avec calendrier et fréquence indicatifs)	Responsabilités	Risques et hypothèses
			civile et un site web est opérationnel		droits sociaux - économiques des femmes sont mentionnés dans les programmes d'activités des OSC	programme commun		
P13 Les femmes sont mieux informées et sensibilisées sur leurs droits socio-économiques	Nb de femmes ayant bénéficié de l'information/sensibilisation sur leurs droits socio-économiques	Expérience du Ministère de la Justice avec PNUD sur l'information juridique des personnes vulnérables et des femmes	L'ensemble des textes relatifs aux droits socio-économiques des femmes sont diffusés à travers le pays	Activité dont le financement est prévu pour la deuxième année, sera démarrée dans le courant 2012.	Plan et contenus et des supports d'information et de sensibilisation NB et types d'actions menées, Liste des bénéficiaires	Consultation de documents Enquêtes rapprochées/ Sondage d'opinion	PNUD	Les moyens d'information ne sont pas adaptés aux publics cibles

b. Cadre de résultats du programme conjoint et informations financières

Ce tableau présent l'avancement financier cumulé de la mise en œuvre du programme conjoint à la fin du semestre. Il s'agit des chiffres financiers cumulés depuis le lancement du programme jusqu'à présent (y compris tous les décaissements annuels cumulés). Il doit servir de mise à jour du cadre de résultats qui se trouve dans votre document de programme d'origine. Vous devez fournir un tableau pour chaque résultat.

Définition des catégories financières

- **Montant total prévu pour le PC** : budget total alloué pour la durée complète du PC.
- **Montant total affecté**: cette catégorie inclut tout montant affecté et déboursé à ce jour.
- **Montant total déboursé**: cette catégorie n'inclut que les fonds déboursés et dépensés à ce jour.

EFFET1 : Le processus de prise de décision équitable en matière de stratégies et programmes de développement est renforcé à travers l'amélioration de la qualité de l'information sur le genre et le renforcement des capacités des institutions nationales pour la prise en compte du genre dans les domaines sociale et économique										
Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE RESPONSABLE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			NATIONAL/LOCAL	Montant total prévu pour le PC	Montant total transféré	Montant total déboursé
P1. Connaissances, savoirs et données sur le genre produits et diffusés	A1. Audit Genre de différents secteurs socio-économiques : cibler les institutions				UNFPA	MDCFCF	110000.00	110000.00	9000.00	8.20
	A2. Sous-traitance de la réalisation l'enquête budget temps avec une institution national	X	X	X	ONU Femmes	ONS / MDCFCF	360000.00	54670.00	12603.00	23.10

	A3. Conception et mise en place de la Banque de Données (BD) sexospécifiques et Formation des gestionnaires de la BD				PNUD	MDCFCF	70000.00	40000.00	14744	0
	A4. Réalisation d'une étude sur l'impact genre du processus de libéralisation économique		X		ONU Femmes	MPS	40000.00	28067.00	6441.00	22.9
P2 Capacités des institutions nationales productrices de statistiques renforcées en matière de production de données sexospécifiques, ainsi que d'établissement d'indicateurs pertinents et d'analyse.	A5. Formation des professionnels de la collecte de données des institutions nationales dans le traitement informatique des données sexospécifiques Diagnostic des Systèmes informatiques en place dans des institutions ciblées Choix et acquisition d'un logiciel statistique Organisation d'ateliers de formations				PNUD	MDCFCF	212000.00	107000.00	0	0
P3. Approche genre intégrée dans les politiques et stratégies sectorielles ainsi que dans les mécanismes d'évaluation	A6. Formation des responsables des institutions nationales en planification, de programmation à l'approche genre				PNUD	MDCFCF	50000.00	50000.00	18174.57	35.50

	A7. Réalisation d'une étude de faisabilité de la BSG	X			ONU Femmes	MF	50000.00	50000.00	49400.00	99
	A8 Formation des cadres responsables (chargés de la planification et de la budgétisation) des institutions nationales à la BSG et production de référentiels et de guides		X	X	ONU Femmes	MF	100000.00	-	-	-
	A9. Appui au ministère de l'emploi dans le processus de mise en place de la BSG (définition d'indicateurs de performance)			X	ONU Femmes	MTESS	40000.00	-	-	-
P4 Approche genre intégrée dans la planification locale, au niveau de municipalités pilotes	A10. Formation au niveau des collectivités locales pilotes (Djelfa et Tamanrasset) en planification, de programmation selon le genre				PNUD	MDCFCF	70000.00	-	-	-
P5 Les organisations de la société civile ont développé leurs connaissances sur le genre pour promouvoir l'autonomisation des femmes au niveau des institutions	A11. Formation des cadres des ONG, des organisations patronales et des syndicats de travailleurs en matière d'analyse genre et de plaidoyer sur le genre				UNFPA	MDCFCF	110000.00	80000.00	62000.00	77.50
	S/Total 1						1212000.00	520170.00	172362.57	33.07%

EFFET 2 : L'employabilité des femmes en particulier celles du milieu rural et vulnérables est améliorée et leur accès au travail décent est renforcé

Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE RESPONSABLE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			NATIONAL/LOCAL	Montant total prévu pour le PC	Montant total transféré	Montant total déboursé
P6. La connaissance des facteurs déterminants qui limitent ou entravent l'insertion professionnelle des femmes et leur accès au travail décent est améliorée	A12. Réalisation d'une étude sur les obstacles des femmes face à l'emploi à travers l'exploitation et l'analyse des données des enquêtes emploi des 5 dernières années et des données de l'ANSEJ/ANEM				BIT	MDCFCF	110000.00	110000.00	6432.00	5.45
	A13. Réalisation d'une enquête nationale sur les conditions de travail et la demande du marché de l'emploi féminin				BIT	MTESS	120000.00	80000.00	0	0
	A14. Appui technique aux observatoires existants, intégrant l'analyse genre, pour l'identification des facteurs qui entravent la transition de la formation vers l'emploi				PNUD	MESRS	110000.00	-	-	-

<p>P7. L'offre de formation des femmes est mieux adaptée aux besoins du marché du travail de statistiques d'établissement d'indicateurs pertinents et d'analyse renforcées en matière de production de données sexo-spécifiques, ainsi que</p>	<p>A15. Renforcement des capacités des institutions de la formation professionnelle travaillant pour l'adaptation de la formation aux besoins du marché du travail</p> <p>Diagnostic, sélection de 4 programmes pilotes, Sondages des sortant(e)s des sections expérimentales.</p>				BIT	MFEP	40000.00	5000.00	0	0
<p>P8. L'accès des femmes aux mécanismes et dispositifs existants de création d'emplois et d'accès à l'entrepreneuriat et au crédit est amélioré</p>	<p>A16. Conception et mise en place d'un outil de suivi et d'évaluation du marché du travail. Cet outil vise à évaluer le flux (entrée/sortie) des PAMT sur les trois dernières années, en particulier les contraintes d'accès et les obstacles à l'insertion des femmes dans les PAMT.</p>				BIT	MTESS	110000.00	30000.00	0	0
	<p>A17. Renforcement des connaissances des ONG et des partenaires sociaux sur les dispositifs de création d'emplois existants pour agir en tant que vecteur d'information pour les femmes.</p>				BIT	Réseau OSC	40000.00	5000.00	0	0

	A18. Formation de formateurs/trices pour appuyer la création et la gestion de micro entreprises et le développement de l'entrepreneuriat des femmes. (CREE/GERME et WEDGE.)				BIT	MTESS	170000.00	-	-	-
	A19. Assistance technique à l'incubateur pilote pour le conseil/accompagnement des femmes entrepreneurs.				ONU Femmes	MIPIPME MTA	100000.00	-	-	-
	A20. Aide à la création d'activités pilotes, de parrainage entre les entrepreneurs potentiels et les grandes entreprises privées.				ONUDI	MIPIPME MTA	40000.00	-	-	-
P9. Les femmes en milieu rural et vulnérables sont outillées accompagnées et pour développer des activités génératrices de revenus	A21. Réalisation d'une étude sur les activités génératrices de revenus notamment en matière de ressources et de savoir-faire locaux				PNUD	MADR	15000.00	-	-	-

A22. Aide à la création d'un centre d'information et d'accompagnement en microprojets dans la wilaya de Djelfa adaptés aux femmes illettrées et vulnérables.				PNUD	MIPIPME MTA	40000.00	40000.00	34454.14	86.14
A22bis. Appui dans la conception de programmes pour l'adaptation du centre aux femmes illettrées				UNICEF	Réseau OSC	100000.00	-	-	-
A23. Aide à la création d'un centre d'information et d'accompagnement en microprojets à Tamanrasset adaptés aux femmes vulnérables y compris les femmes atteintes du VIH/SIDA.				ONUSIDA	MDCFCF	150000.00	50000.00	53500.00*	107.00
A24. Aide à la conception et à la mise en place d'un dispositif adapté du système de gardes d'enfants en milieu rural.				UNICEF	MDCFCF	150000.00	-	-	-
S/Total 2						1295000.00	320000.00	94386.14	29.50%

*ONUSIDA a utilisé ses frais de gestion pour démarrer la 2^{ème} phase de son activité en attendant de recevoir le budget de la 2^{ème} phase.

EFFET 3 : L'image de la femme active est promue et les valeurs d'équité et d'égalité sont renforcées à travers une diffusion de l'information sensible au genre

Résultats du programme	Activité	ANNÉE			AGENCE DE L'ONU	PARTIE RESPONSABLE	État d'avancement estimé de la mise en œuvre			
		A1	A2	A3			NATIONAL/LOCAL	Montant total prévu pour le PC (hors frais de gestion)	Montant total transféré	Montant total déboursé
P10 Média sensibilisés aux droits des femmes et à la problématique genre	A25. Formation et sensibilisation des média sur le genre et la réalité socio-économique des femmes. Préparation des formations/sensibilisations (participants, programme, contenu)				PNUD	MDCFCF	50000.00	20000.00	0	0
	A26. Conception d'émissions pilotes sensibles aux droits des femmes et au genre en partenariat avec les médias locaux et la société civile				PNUD	MDCFCF	10000.00	-	-	-

P11 Stratégie de sensibilisation pour promouvoir les valeurs d'équité et d'égalité mise en œuvre à travers les médias	A27. Assistance technique pour l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer, d'information et de sensibilisation autour des valeurs d'égalité et d'équité : identification des forces et faiblesses des autres stratégies mises en œuvre et Organisation d'ateliers d'élaboration				UNFPA	MDCFCF	130000.00	70000.00	0	0
	A28. Actualisation des répertoires et élaboration d'une cartographie des organisations et des personnes ressources travaillant sur le genre. Consultation ; Identification et actualisation des répertoires existants				PNUD	MDCFCF	40000.00	40000.00	13842.74	34.61
P12 Les organisations de la société civile pour la promotion des femmes ont : -amélioré leurs connaissances des droits socio-économiques des femmes - sont mises en réseau, et donc plus efficaces dans la conduite de leur programme	A29 Conception de modules de formation de formateurs sur les droits socio-économiques des femmes pour les associations				PNUD	Réseau OSC	40 000.00	-	-	-
	A30 Mise en réseau des acteurs clefs identifiés et création d'un site WEB sur le thème : Genre, emploi et développement				PNUD	Réseau OSC	110 000.00	-	-	-

	A31. Organisation de forum de dialogue entre les institutions, la société civile et les média				UNFPA	Réseau OSC	110 000.00	30000.00	0	0
	A32 Elaboration et diffusion de supports d'information sur les droits socio-économiques des femmes et l'identification des moyens / canaux d'information y compris« non conventionnels » les plus accessibles aux femmes, surtout celles vivant dans les zones enclavées				PNUD	Réseau OSC	110000.00	-	-	-
P13 Les femmes sont mieux informées et sensibilisées sur leurs droits socio-économiques	A33. Diffusion d'émissions TV/Radios sur les projets innovants et les bonnes pratiques des femmes				PNUD	Média/OSC	30000.00	-	-	-
	A34. Attribution d'un prix annuel pour la meilleure petite entreprise féminine avec la contribution des OSC et des entreprises				PNUD	Réseau OSC	15000.00	-	-	-
	A35. Réalisations de 2 sondages en 2009 et 2010 sur l'image de la femme				PNUD	MDCFCF	30000.00	-	-	-
S/Total 3							675000.00	160000.00	13842.74	8.65%
Total activités (S/T1+S/T2+S/T3)								1127762.23	281591.45	24.97%

Frais de suivi/évaluation conjoints	PNUD	56074.77	20000.00	11459	57.30%
Equipe de Coordination du programme	PNUD	168224.30	56074.77	93630	126.80%
Elaboration du document de programme	PNUD	18692	18692	15000	72%
TOTAL PROGRAMME (hors frais de gestion)		3404991.07	1222529.00	401680.45	32.86%
Frais de gestion (7%)		238440.93	81096.74	6866.32	8.47%
TOTAL PROGRAMME (frais de gestion compris)		3644740.00	1304933,74	407546.77	31.17%

- **Taux d'exécution estimé (31.17%)** : % (sur le montant transféré).